



# Conseil économique et social

Distr. générale  
19 décembre 2018  
Français  
Original : anglais

---

## Commission de statistique

### Cinquantième session

5-8 mars 2019

Point 3 h) de l'ordre du jour provisoire\*

**Questions soumises pour examen  
et décision : statistiques du commerce  
international et des entreprises**

## **Rapport du Groupe d'experts sur les statistiques du commerce international et de la mondialisation économique**

### **Note du Secrétaire général**

Conformément à la décision 2018/227 du Conseil économique et social et à la pratique établie, le Secrétaire général a l'honneur de transmettre le rapport du Groupe d'experts sur les statistiques du commerce international et de la mondialisation économique. On y trouvera un résumé des progrès réalisés dans l'élaboration d'un manuel sur la comptabilisation des chaînes de valeur mondiales, qui repose sur l'utilisation de comptes satellites relatifs à ces chaînes de valeur dans le cadre d'un système de comptabilité nationale élargie et de statistiques intégrées sur les entreprises, du point de vue des systèmes statistiques nationaux. Ce manuel, dont l'établissement fait suite à une demande formulée par la Commission à sa quarante-sixième session en 2015, servira de cadre à la mesure du commerce international et de la mondialisation économique. On trouvera également dans le présent rapport une proposition tendant à créer un groupe de haut niveau sur les statistiques économiques et un mécanisme connexe de consultation axé sur les utilisateurs dans le cadre d'un forum mondial des Nations Unies sur les statistiques économiques. Il est proposé que ce mécanisme aide la Commission à gérer et à coordonner les programmes de statistiques économiques mondiaux et à répondre aux nouvelles demandes que lui soumettent les utilisateurs. La Commission est invitée à étudier les questions qui lui sont soumises pour examen dans la dernière partie du présent document.

---

\* E/CN.3/2019/1.



# Rapport du Groupe d'experts sur les statistiques du commerce international et de la mondialisation économique

## I. Introduction

1. Par sa décision [46/107](#), la Commission de statistique a créé le Groupe d'experts sur les statistiques du commerce international et de la mondialisation économique et l'a chargé d'élaborer un manuel sur un système de comptabilité nationale élargie et de statistiques intégrées sur les entreprises en vue de surmonter les problèmes que la mondialisation et les nouveaux accords complexes de production posaient pour l'élaboration des statistiques macroéconomiques et des statistiques sur les entreprises, y compris l'établissement des registres des entreprises qui les sous-tendaient (voir [E/2015/24](#), chap. I.C). La Commission a estimé que le manuel devait mettre à profit les travaux déjà effectués dans ce domaine, notamment sous les auspices de la Commission économique pour l'Europe (CEE), de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) et de l'Office statistique de l'Union européenne (Eurostat), et traiter les questions du croisement des microdonnées relatives aux entreprises avec les statistiques du commerce. À sa quarante-huitième session, en mars 2017, la Commission a pris note du rapport du Groupe d'experts, dans lequel figuraient des informations sur les progrès accomplis dans l'élaboration du manuel destiné à faciliter la comptabilisation des chaînes de valeur mondiales tout en continuant de se placer dans l'optique des systèmes statistiques nationaux.

2. À sa quarante-sixième session, la Commission est également convenue de créer un groupe de travail intersecrétariats sur les statistiques du commerce international et de la mondialisation économique, dont le mandat couvrirait des questions relatives à la coordination des travaux, aux données et au renforcement des capacités. Le Groupe d'experts a donné suite à cette décision de la Commission.

3. On trouvera dans la section II du présent rapport des informations sur le manuel, notamment un aperçu de son plan révisé. La section III contient une proposition tendant à créer un groupe de haut niveau sur les statistiques économiques, dont les activités seraient appuyées par un forum mondial des Nations Unies qui se réunirait tous les deux ans et dont le mandat et le dispositif de gouvernance seraient définis par un groupe des Amis de la présidence créé à cet effet.

## II. Manuel sur la comptabilisation des chaînes de valeur mondiales

4. Le Groupe d'experts sur les statistiques du commerce international et de la mondialisation économique a consacré à l'élaboration du manuel deux réunions à New York en 2016, une réunion au Luxembourg en 2017 et une réunion à Rome en 2018. La première de ces réunions, qui a eu lieu du 26 au 28 janvier 2016, était axée sur le mandat du Groupe et son programme de travail. Ses conclusions ont été communiquées dans un document de base accompagnant le rapport du Secrétaire général présenté à la Commission à sa quarante-septième session ([E/CN.3/2016/23](#)). La deuxième réunion s'est tenue du 29 novembre au 1<sup>er</sup> décembre 2016. Le Groupe d'experts a réaffirmé qu'il fallait, en raison de l'essor de la mondialisation économique et de la fragmentation de la production, élargir la base des comptes économiques et de statistiques sur les entreprises pour disposer de statistiques macroéconomiques et de statistiques sur les entreprises à la fois exactes, pertinentes et à jour dans l'optique des chaînes de valeur mondiales. À sa troisième réunion, du

6 au 8 juin 2017, il a examiné l'avant-projet du manuel, avant de se pencher sur une version révisée du document à sa quatrième réunion, organisée du 7 au 9 mai 2018 à Rome.

## A. Objet du manuel

5. L'économie mondiale s'articule de plus en plus autour des chaînes de valeur mondiales, qui comptent pour une grande partie du commerce international, du produit intérieur brut mondial et de l'emploi, tant dans les pays en développement que dans les pays développés, et dont l'évolution au sein de différentes branches d'activité – qu'il s'agisse de l'agroalimentaire, des textiles et de l'habillement, de l'électronique, de l'automobile, du tourisme ou des services aux entreprises – a des répercussions considérables sur le commerce international, la production et le marché du travail. Les chaînes de valeur mondiales mettent en rapport des entreprises, des travailleurs et des consommateurs du monde entier et constituent souvent une porte d'entrée sur l'économie mondiale pour les entreprises et les travailleurs des pays en développement. Le développement économique de nombreux pays, ceux à faible revenu en particulier, tient dans une large mesure à leur capacité de s'intégrer efficacement dans les chaînes de valeur mondiales et d'y consolider leur position, ce qui suppose qu'ils soient en mesure d'accéder à ces dernières, d'être compétitifs et d'en tirer parti du point de vue de leur développement économique national, du renforcement de leurs capacités et de la création d'emplois plus nombreux et de meilleure qualité pour lutter contre le chômage et la pauvreté. Il ne s'agit donc pas seulement de savoir s'il convient de prendre part à l'économie mondiale mais aussi de trouver comment y parvenir de manière avantageuse.

6. On trouvera dans le manuel une approche reposant sur l'utilisation de comptes satellites relatifs aux chaînes de valeur mondiales dans le cadre d'un système de comptabilité nationale élargie et de statistiques intégrées sur les entreprises, du point de vue des systèmes nationaux de statistiques. Ainsi, ce manuel, qui est établi comme suite à une demande formulée par la Commission à sa quarante-sixième session, en 2015, doit servir de cadre à la mesure du commerce international et de la mondialisation économique. Plus précisément, la mondialisation y est abordée dans une optique nationale, sur la base d'un modèle de chaîne de valeur mondiale qui consiste en une ventilation intégrée au niveau régional de branches d'activité spécifiques de chaînes de valeur mondiales relevant d'une chaîne multinationale de biens, de services et de mécanismes institutionnels. Dans le cas des branches d'activité des chaînes de valeur mondiales prépondérantes dans l'économie nationale, une telle approche permet de présenter les données relatives à la production, aux revenus et aux éléments d'actif et de passif de manière intégrée et en fonction des pays partenaires, et ainsi d'obtenir des tableaux ressources-emplois multipays et des comptes du secteur institutionnel connexes relatifs aux chaînes de valeur mondiales. Prenant explicitement en considération l'importance croissante des chaînes de valeur mondiales, les comptes satellites présentés dans le manuel permettront de mieux étayer les politiques publiques et les décisions commerciales relatives à des questions ayant trait entre autres à la croissance et à la productivité, aux parts nationale et étrangère de la valeur ajoutée créée, aux politiques commerciales, ainsi qu'aux parts nationale et étrangère de la main d'œuvre et des capitaux utilisés pour produire des biens et des services.

7. Le manuel donne un aperçu général de la façon dont on peut mesurer avec davantage de précision et de pertinence les effets de la mondialisation dans les comptes nationaux et les statistiques du commerce et des entreprises. Il est établi à partir de normes, directives et études existantes qui sont brièvement présentées, le lecteur étant renvoyé au recueil de documents de base et au glossaire des termes

utilisés pour de plus amples détails. Le manuel sera également utile à un grand nombre de statisticiens, puisqu'on y propose différentes solutions possibles, telles que le recouplement des microdonnées, l'échange et le partage de données, la fourniture d'estimations indirectes fondées sur des données existantes et l'utilisation de données composites aux fins de l'établissement des comptes satellites relatifs aux chaînes de valeur mondiales. On y précise par ailleurs que, pour ce qui est de s'intégrer dans les chaînes de valeur mondiales ou d'y consolider leur position, le cadre général permet aux pays d'appliquer les recommandations ayant trait aux comptes satellites avec souplesse (de manière modulaire), en fonction de leurs priorités nationales. Les redondances sont évitées autant que possible entre les chapitres du manuel, qui comporte toutefois des sections et annexes indépendantes consacrées à divers aspects de la comptabilité macroéconomique et des statistiques sur les entreprises.

## B. Plan révisé du manuel

8. La dernière version révisée du projet de manuel comprend cinq parties :

a) Une partie sur la comptabilisation des chaînes de valeur mondiales, dans laquelle les chaînes sont définies, qui explique pourquoi les statistiques économiques existantes ne sont pas adaptées pour mesurer les chaînes de valeur mondiales et qui recense les besoins auxquels cet exercice permet de répondre ;

b) Une partie sur les comptes satellites, qui explique notamment comment définir les limites géographiques et industrielles des chaînes de valeur mondiales et contient des informations sur les classifications, les données nécessaires et les sources de données, les tableaux ressources-emplois nationaux et multipays et les comptes du secteur institutionnel connexes relatifs aux chaînes de valeur mondiales ;

c) Une partie concernant les statistiques intégrées sur les entreprises, qui contient des définitions des domaines d'activité et des fonctions des entreprises ainsi que des explications plus détaillées sur l'établissement du profil des grandes entreprises multinationales, et qui met en relief le fait qu'il importe d'établir des registres d'entreprises et des registres mondiaux et de rectifier les incohérences constatées dans les statistiques économiques de base (par exemple, les anomalies propres au commerce bilatéral) ;

d) Une partie consacrée aux méthodes et au cadre d'analyse des chaînes de valeur mondiales, dans laquelle est expliquée en détail la façon dont ces chaînes et les données y relatives peuvent être utilisées pour résoudre certains problèmes ;

e) Une annexe, qui contient un examen plus détaillé de certaines questions, telles que le lien existant entre les comptes satellites relatifs aux chaînes de valeur mondiales et les tableaux ressources-emplois élargis, les données relatives aux tableaux ressources-emplois et entrées-sorties multipays, les difficultés rencontrées lors de l'établissement des comptes relatifs aux chaînes de valeur mondiales (concernant notamment l'estimation des données manquantes) et d'autres questions ayant trait à la comptabilisation (par exemple la production de biens sans usine et les transactions relatives à des produits de propriété intellectuelle).

9. La première partie du manuel porte sur l'intérêt que présente la mesure des échanges et de la mondialisation fondée sur les chaînes de valeur mondiales pour les politiques, les activités et les statistiques. On y examine les principaux problèmes de mesure liés à la mondialisation, notamment en ce qui concerne l'établissement de la part de la valeur ajoutée nationale et étrangère de chaque pays, la double comptabilisation, les anomalies bilatérales et la nécessité d'analyser les modes de production multipays des entreprises multinationales et les chaînes de valeur mondiales dans une optique nationale.

10. La deuxième partie du manuel contient une définition des chaînes de valeur mondiales et une présentation du cadre conceptuel pour leur comptabilisation. Elle contient aussi des informations détaillées et des explications sur diverses initiatives lancées ces dernières années pour mieux faire comprendre les chaînes de valeur mondiales, notamment celles ayant trait à l'élaboration de tableaux ressources-emplois et entrées-sorties mondiaux ou régionaux. Parmi ces initiatives, on retiendra par exemple la base de données de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) et de l'Organisation mondiale du commerce sur les échanges en valeur ajoutée, les tableaux fournis dans le cadre du projet des comptes internationaux et globaux en vue de la recherche sur l'analyse des tableaux entrées-sorties (Eurostat), la Base de données mondiale des entrées-sorties, l'initiative du Programme d'action pour la coopération économique entre pays non alignés et autres pays en développement et l'initiative nord-américaine sur les échanges en valeur ajoutée. Toutefois, en raison du volume considérable de données en jeu, ces tableaux ne donnent généralement qu'un aperçu tout relatif des chaînes de valeur mondiales et ne permettent souvent d'étudier l'apport d'une valeur ajoutée dans une chaîne de valeur que du point de vue de la nomenclature des activités menées par les entreprises y participant. Bien que d'immenses efforts soient déployés pour améliorer la qualité des estimations relatives aux échanges en valeur ajoutée en saisissant plus efficacement les différences inhérentes à chaque activité, par exemple en se concentrant sur les entreprises exportatrices, leur taille et leur propriété, le groupe d'experts indique qu'il faudra encore attendre un certain temps pour que la plupart des pays soient en mesure d'élaborer des tableaux ressources-emplois et, surtout, entrées-sorties élargis complets. Il est donc proposé dans le manuel d'adopter une méthode complémentaire qui consiste à établir des comptes satellites relatifs aux chaînes de valeur mondiales et des comptes du secteur institutionnel connexes portant sur un produit ou groupe de produits particulier fabriqué dans le cadre d'une chaîne de valeur mondiale s'étendant sur plusieurs grands pays partenaires.

11. La deuxième partie du manuel définit les notions et les données nécessaires à l'établissement des comptes satellites relatifs aux chaînes de valeur mondiales. On y trouve notamment une description des structures de gouvernance des chaînes de valeur mondiales et de la marche à suivre pour définir les limites géographiques des tableaux ressources-emplois multipays relatifs à ces chaînes, pour recenser et classer les fonctions pertinentes des entreprises, des sociétés participantes et des produits fabriqués dans les chaînes de valeur mondiales et pour intégrer les caractéristiques des chaînes de valeur mondiales dans les tableaux ressources-emplois multipays, en appliquant exactement les mêmes règles que pour l'établissement des tableaux ressources-emplois élargis et leur intégration dans les tableaux ressources-emplois et entrées-sorties multipays. Cette partie du manuel fournit en outre un cadre pour l'élaboration des comptes du secteur institutionnel multipays relatifs aux chaînes de valeur mondiales et un cadre de productivité élargi inspiré du modèle « KLEMS ». L'élargissement du secteur institutionnel repose sur les travaux effectués dans le cadre de l'Initiative du Groupe des Vingt contre les lacunes en matière de données sur les liens financiers internationaux, les risques et la vulnérabilité. La rubrique consacrée au compte de capital et au compte d'opérations financières porte également sur les problèmes conceptuels que posent les statistiques relatives aux entreprises multinationales, ces dernières étant les principaux protagonistes de la mondialisation.

12. La troisième partie du manuel est consacrée à un cadre de statistiques intégrées sur les entreprises, le commerce et l'investissement, applicable aux comptes satellites relatifs aux chaînes de valeur mondiales. On commence par y souligner l'importance de considérer les entreprises dans une perspective mondiale, l'objectif étant de mieux comprendre les modèles de fonctionnement et de comptabilité d'entreprise que les entreprises internationales adoptent concrètement dans leurs activités quotidiennes.

On y présente ensuite les différents secteurs d'activités et fonctions des entreprises ainsi que les diverses méthodes d'enquête utilisées pour recueillir des informations sur ces fonctions. Y est en outre examinée la nécessité de recouper les microdonnées et d'échanger les données voulues afin d'établir des comptes satellites relatifs aux chaînes de valeur mondiales et de mieux comprendre les activités menées au niveau mondial par les entreprises multinationales. En outre, cette partie du manuel présente des exemples nationaux et régionaux et évoque la nécessité de rectifier les anomalies observées dans le commerce bilatéral et les efforts entrepris pour établir un registre mondial des groupes d'entreprises.

13. Dans la quatrième partie du manuel sont décrits les méthodes et le cadre d'analyse des chaînes de valeur mondiales, ainsi que leurs incidences sur la politique commerciale, l'imposition de tarifs douaniers et la négociation d'accords commerciaux ; les politiques de développement économique, y compris concernant l'évolution des chaînes de valeur mondiales ; les politiques fiscales ; la réglementation financière ; les politiques macroéconomiques ; les retombées sur les marchés du travail et les prestations sociales. On y trouve aussi de nombreux exemples nationaux.

14. La cinquième partie du manuel comprend des annexes décrivant le lien existant entre les comptes satellites relatifs aux chaînes de valeur mondiales et les tableaux ressources-emplois élargis, les données relatives aux tableaux ressources-emplois et entrées-sorties multipays, les difficultés rencontrées lors de l'établissement des comptes satellites relatifs aux chaînes de valeur mondiales et d'autres questions ayant trait à la comptabilisation. Plus précisément, on y aborde entre autres les problèmes que pose l'estimation, dans les comptes satellites relatifs aux chaînes de valeur mondiales, des données manquantes pour certains pays ; les incohérences constatées entre les données issues des comptes nationaux et les statistiques du commerce ; les anomalies propres au commerce bilatéral ; l'harmonisation des classifications ; la coopération internationale, notamment en matière d'exploitation des sources de données et de méthode. Enfin, des problèmes particuliers y sont abordés, notamment ceux auxquels le programme de recherche du « Guide pour la mesure de la production mondiale » de la Commission économique pour l'Europe n'a pas apporté de solution, par exemple la question de la comptabilisation des producteurs de biens sans usine et des transactions ayant trait à des produits de propriété intellectuelle.

15. Certains sujets y étant développés plus en détail, le Groupe d'experts sur les statistiques du commerce international et de la mondialisation économique propose que les projets de chapitres originaux, dont ses membres sont les auteurs, soient affichés en ligne, sous la forme d'un recueil, afin de servir de référence supplémentaire.

16. Le manuel comprend un glossaire des termes utilisés. En tout, 97 termes y sont ainsi définis conformément aux normes et manuels internationaux existants chaque fois que possible (notamment le *Système de comptabilité nationale 2008*<sup>1</sup>, la sixième édition du *Manuel de la balance des paiements et de la position extérieure globale*<sup>2</sup> et les concepts et définitions de 2010 des statistiques du commerce international de marchandises<sup>3</sup>).

---

<sup>1</sup> Publication des Nations Unies, numéro de vente E.08.XVII.29.

<sup>2</sup> Fonds monétaire international (Washington, D.C., 2009).

<sup>3</sup> Publication des Nations Unies, numéro de vente E.10.XVII.13.

### III. Progrès accomplis

17. Des membres du Groupe d'experts ont commencé à élaborer les projets de chapitre du manuel en mai 2017 et ont achevé leurs travaux en septembre de la même année. Le document a ensuite été examiné par le Groupe d'experts. L'éditeur du manuel, à savoir le Président du Groupe d'experts, et la Division de statistique, qui s'acquitte des fonctions de secrétariat, ont établi, en mai 2018, des versions révisées de ces chapitres, qui ont été publiées sur le site Web de la Division et examinées par le Groupe d'experts lors d'une réunion tenue à Rome au cours du même mois.

18. Le manuel a par la suite été de nouveau modifié, compte tenu des observations formulées par le Groupe d'experts. Ce dernier examinera la version définitive du document en décembre 2018, avant que le comité de rédaction n'y mette la dernière main, en janvier 2019. Le manuel sera diffusé à l'échelon mondial en janvier et février 2019.

19. Sous réserve de la décision du Groupe d'experts après examen final, le manuel, qui s'intitulera « Handbook on Accounting for Global Value Chains: GVC Satellite Accounts and Integrated Business Statistics » (Manuel sur la comptabilisation des chaînes de valeur mondiales : comptes satellites relatifs aux chaînes de valeur mondiales et statistiques intégrées sur les entreprises) sera présenté en mars 2019 comme document de base à la Commission de statistique à sa cinquantième session. Les projets de chapitre originaux du manuel et les documents de recherche utilisés, dans lesquels certaines questions ont été traitées plus en détail et qui peuvent donc servir de référence supplémentaire, pourront être consultés en ligne, sous la forme d'un recueil. Il a été proposé de dissoudre le Groupe d'experts une fois le manuel achevé.

### IV. Groupe de haut niveau de l'Organisation des Nations Unies sur les statistiques économiques

20. À sa trente-neuvième session, la Commission de statistique a considéré qu'il importait d'améliorer la cohérence des statistiques économiques de base en vue d'accroître la qualité et la valeur analytique tant des statistiques économiques de base que des statistiques macroéconomiques. En conséquence, plusieurs initiatives, telles que l'élaboration des *Directives sur les statistiques économiques intégrées*<sup>4</sup>, ont été prises à cette fin. À sa quarante-quatrième session, en 2013, la Commission de statistique a créé un groupe des Amis de la présidence sur la mesure du commerce international et de la mondialisation économique, qui, en 2015, est devenu le Groupe d'experts sur les statistiques du commerce international et de la mondialisation économique. Ce groupe avait expressément pour mission de proposer un mécanisme approprié de coordination des travaux menés dans ce domaine des statistiques économiques.

21. Dans le cadre du programme de transformation de la statistique officielle lancé par la Commission de statistique à sa quarante-sixième session, en 2015, l'accent a été mis sur la nécessité stratégique de transformer les systèmes statistiques nationaux et de renforcer les mécanismes de coordination aux niveaux mondial, régional et national. Le programme permet de répondre non seulement à la demande habituelle de statistiques officielles fiables, mais aussi à d'autres nouveaux besoins, tels que ceux découlant du Programme de développement durable à l'horizon 2030, qui exigent l'intégration des données sur les personnes, les entreprises et les lieux d'implantation recueillies dans le cadre d'enquêtes et auprès de sources

<sup>4</sup> Publication des Nations Unies, numéro de vente E.12.XVII.7.

administratives et de sources de mégadonnées. Cette approche devrait permettre de satisfaire les nouvelles demandes d'analyse des effets qu'ont les performances économiques, industrielles et sur les collectivités, les familles et les particuliers, ainsi que sur leur utilisation de l'environnement et des ressources naturelles.

22. De façon générale, cette initiative et d'autres pratiques suivies par la Commission de statistique et l'ONU ont abouti à l'adoption du Plan d'action mondial du Cap concernant les données du développement durable<sup>5</sup> par la Commission de statistique à sa quarante-huitième session, en mars 2017. Dans le Plan d'action, la communauté internationale de la statistique est invitée à prendre des mesures dans le domaine stratégique de la modernisation et du renforcement des systèmes statistiques nationaux, en mettant l'accent sur la modernisation de la gouvernance et du cadre institutionnel ; l'application des normes statistiques et d'une nouvelle architecture sécurisée pour le partage, l'échange et la dissémination des données ; l'établissement de partenariats multipartites aux fins de la collecte des données sur le développement durable ; la promotion du recours à de nouvelles technologies et à de nouvelles sources de données pour la production de statistiques.

23. En prévision de la cinquantième session de la Commission, plusieurs organismes statistiques, dont le Groupe d'experts, s'emploient à établir de nombreux rapports sur diverses branches des statistiques économiques, qui peuvent être regroupées dans les grandes catégories suivantes : comptabilité nationale, entreprises et commerce, et prix. Il est fait état dans ces rapports de la nécessité de mener des recherches fondamentales sur le cadre conceptuel des statistiques économiques, l'utilisation de nouvelles (méga)données, les mécanismes de partage et d'échange de données entre pays et le nouveau rôle des organismes régionaux et internationaux dans la tenue des registres mondiaux des groupes d'entreprises. Il y est également clairement indiqué que la nécessité de telles recherches découle de l'adoption de divers plans d'action nationaux et internationaux, notamment le Programme de développement durable à l'horizon 2030 et ceux adoptés par le Groupe des Vingt dans plusieurs domaines thématiques, tels que le développement, la santé, l'éducation, l'emploi, l'économie numérique, l'agriculture, l'énergie, le commerce et l'investissement et la finance. Il paraît indispensable d'entreprendre un examen approfondi des programmes portant sur tous les domaines des statistiques économiques et des activités statistiques dans le contexte du cadre conceptuel du Système de comptabilité nationale. À cette fin, il faudra aussi envisager la mise en place d'un mécanisme institutionnel capable d'assurer la cohérence et la valeur analytique tant des statistiques économiques de base que des statistiques macroéconomiques.

24. À cet égard, il a été proposé de créer un groupe de haut niveau sur les statistiques économiques afin de tirer parti des initiatives arrêtées d'un commun accord au niveau international et de promouvoir activement les domaines stratégiques des statistiques dans le Plan d'action, notamment le renforcement des statistiques de base et leur intégration.

## A. But et objectifs

25. Le groupe de haut niveau sur les statistiques aurait pour mission de conseiller et d'aider la Commission de statistique à relever de manière efficace et innovante les nouveaux défis rencontrés dans l'activité économique, grâce à un programme mondial sur les statistiques économiques cohérent pour l'ensemble des éléments du Plan d'action mondial du Cap concernant les données du développement durable.

<sup>5</sup> Disponible à l'adresse <https://unstats.un.org/sdgs/hlg/Cape-Town-Global-Action-Plan/>.

26. Le groupe de haut niveau serait chargé, entre autres, de conseiller la Commission de statistique concernant l'élaboration d'un dispositif stratégique pluriannuel et durable de statistiques économiques intégrées<sup>6</sup> et de promouvoir l'adoption d'un système de statistiques économiques moderne, unifié, innovant et axé sur les utilisateurs. Ce dispositif ferait donc le lien entre les milieux techniques et les utilisateurs, dont il hiérarchiserait et coordonnerait les besoins, l'expérience ainsi acquise pouvant être mise à profit dans d'autres domaines. Il est en outre proposé qu'un forum mondial des Nations Unies sur les statistiques économiques, qui servirait de mécanisme de consultation axé sur les utilisateurs, soit créé pour appuyer le groupe de haut niveau. Ce forum réunirait les principaux groupes professionnels et parties prenantes des secteurs public et privé de toutes les régions du monde, notamment des statisticiens, des économistes, des spécialistes de l'analyse des politiques et des universitaires ainsi que des fournisseurs et des utilisateurs de données.

27. Le groupe de haut niveau sur les statistiques économiques devrait procéder périodiquement à des évaluations techniques et recenser les nouvelles questions et nouveaux domaines thématiques des cadres de politique économique régionaux et internationaux sur lesquels il importe de se pencher en priorité. Sur la base de ces évaluations, le groupe de haut niveau formulerait, à l'intention de la Commission de statistique, des recommandations sur les statistiques économiques et leur intégration dans les activités de production et d'organisation des statistiques. Ces recommandations porteraient sur la coordination des activités à l'échelle mondiale, l'amélioration des méthodes suivies, l'accès aux données et aux technologies et leur utilisation, le développement des institutions et le renforcement des capacités. Le groupe élaborerait en outre des programmes pluriannuels visant à faciliter l'application des recommandations aux niveaux national, régional et international.

## B. Amis de la présidence

28. Il est proposé de créer un groupe des Amis de la présidence sur les statistiques économiques qui serait chargé : a) de définir le mandat et le dispositif de gouvernance du groupe de haut niveau sur les statistiques économiques ; b) d'établir l'ordre du jour du forum mondial des Nations Unies sur les statistiques économiques et d'arrêter ses modalités de fonctionnement ; c) d'établir un programme de travail pluriannuel sur les statistiques économiques, qui serait soumis pour examen à la Commission de statistique à sa cinquante et unième session, en mars 2020. S'agissant du mandat et du dispositif de gouvernance du groupe de haut niveau, les Amis de la présidence donneraient leur avis sur la composition et la structure du groupe ainsi que sur son programme de travail. Plus précisément, ceux-ci devraient examiner les niveaux de représentation régionale au sein du groupe et les mécanismes régionaux existants afin de veiller à ce que cette représentation soit équitable, à ce que les intérêts des utilisateurs de statistiques soient pris en considération et à ce que le groupe dispose des compétences techniques voulues. Compte tenu des buts et objectifs stratégiques du groupe de haut niveau, il conviendrait d'assurer une représentation de haut niveau des principaux utilisateurs de statistiques économiques et parties prenantes.

29. Il est en outre proposé que le groupe des Amis de la présidence procède à de vastes consultations, dans le cadre de réunions, auprès des organes et organismes régionaux et internationaux concernés, notamment les commissions régionales. Aux fins de l'établissement de son programme de travail pour 2019, le groupe des Amis de la présidence se réunirait en avril ou en mai 2019 au Siège de l'Organisation des Nations Unies pour examiner les principaux nouveaux domaines thématiques et

<sup>6</sup> Voir la liste des domaines de statistiques économiques sur lesquels doit porter l'effort d'intégration figurant en annexe aux *Directives sur les statistiques économiques intégrées*.

questions en matière de statistiques économiques et définir une feuille de route pour les consultations régionales et internationales devant se tenir pendant l'année, notamment le premier forum mondial des Nations Unies sur les statistiques économiques.

## V. Questions soumises pour examen

30. La Commission de statistique est invitée :

a) À prendre note du « Handbook on accounting for global value chains: satellite accounts and integrated business statistics » et des activités menées par le Groupe d'experts, et à encourager les pays à utiliser les comptes satellites relatifs aux chaînes de valeur mondiales pour établir et diffuser leurs statistiques économiques ;

b) À remercier le Groupe d'experts de ses travaux et à le dissoudre ;

c) À approuver la proposition tendant à créer un groupe de haut niveau sur les statistiques économiques et un mécanisme connexe de consultation axé sur les utilisateurs dans le cadre d'un forum mondial des Nations Unies sur les statistiques économiques, et à charger un groupe des Amis de la présidence sur les statistiques économiques de faire rapport à la Commission, en 2019, au sujet du mandat et du dispositif de gouvernance du groupe de haut niveau, de l'ordre du jour et des modalités de fonctionnement du forum mondial, et du programme de travail pluriannuel sur les statistiques économiques devant être soumis à la Commission.

---